


# CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA V$^{EME}$ SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN (COI)

## CENTRE DE CONFÉRENCES INTERNATIONALES D'IVATO ANTANANARIVO - MADAGASCAR

## JEUDI 24 AVRIL 2025

## 09 HEURES 45

* * * * * * *

## DISCOURS

## DU

## DR NAVINCHANDRA RAMGOOLAM, GCSK, FRCP PREMIER MINISTRE

**Excellences Messieurs les Présidents,**

**Monsieur le Secrétaire général de la COI,**

**Mesdames et Messieurs les membres des gouvernements et responsables des institutions nationales des États membres de la COI,**

**Mesdames et Messieurs les représentants des observateurs, des partenaires de la COI et du corps diplomatique,**

**Mesdames et Messieurs,**

Je suis particulièrement honoré de participer à ce 5ème Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) sous la co-présidence de Son Excellence Monsieur Azali Assoumani et de Son Excellence Monsieur Andry Rajoelina.

Je tiens à remercier le Président de la République de Madagascar ainsi que le gouvernement et le peuple malgache pour l'accueil chaleureux offert à ma délégation.

**Mesdames et Messieurs,**

Le présent sommet revêt d'un caractère particulier. Il présente une singularité par rapport aux précédents car il a lieu dans un contexte mondial empreint de fragilité, de susceptibilité, d'impulsivité, avec peu d'égard de ce qui adviendrait aux États vulnérables.

Avec une guerre commerciale en gestation, nous sommes dans une période où là géo-économie ne relève plus de la rhétorique. Elle fait bien partie des réalités criantes dont nous, les États insulaires, payons déjà chèrement le prix.

Aujourd'hui, l'économie se voit instrumentalisée vers une redéfinition des relations internationales. Dans ce rapport de forces, il est sans conteste, que nous, les îles, risquons d'être condamnés à une vulnérabilité encore plus prononcée. Nous devons tous, plus que jamais, agir collectivement face aux défis du jour. Nous devons également tout faire pour renforcer davantage notre coopération et intégration régionales.

Ce Sommet de la COI devrait être l'occasion pour nous, dirigeants, de prendre conscience de nos défis communs et de l'importance d'être résilient, tout comme nous l'avons fait pendant la pandémie du Covid-19.

**Mesdames et Messieurs,**

De ce fait, le thème de notre Sommet « *Sécurité et souveraineté alimentaires pour le développement du marché de l'Indianocéanie* » vient à point nommé, au vu du chamboulement de l'ordre établi.

L’interaction et la solidarité internationales sont aujourd’hui remises en cause, ramenant le monde à des défis que l'on pensait d'un temps révolu.

Parmi ces défis, figurent les menaces tarifaires et des mesures protectionnistes. Dans ce contexte, nous, États de l’océan Indien, dont l’insularité s’accompagne d’une vulnérabilité structurelle, sommes encore plus affectés que d'autres pays.

Il est malheureux de constater que nos îles restent extrêmement dépendantes de l’importation d’une grande majorité de produits alimentaires. Nous sommes situés loin de nos marchés fournisseurs et cela implique des coûts conséquents au niveau du fret. Des échanges accrus au niveau du commerce intra-océan Indien réduiraient la dépendance de notre région par rapport aux marchés externes.

Sur ce point, j’encourage la COI à soutenir activement l’émergence d’un espace régional d’échanges économiques et commerciaux renforcés en capitalisant sur les études et les initiatives passées, notamment en matière de connectivité aérienne et maritime. L’opération prochaine d’une ligne maritime, à l’initiative des Seychelles, mérite d’être saluée. C’est une avancée considérable, pour tous, en matière de connectivité.

**Mesdames et Messieurs,**

La sécurité et la souveraineté alimentaires sont liées à d'autres défis globaux tels que la gestion de l'écosystème marin, le gaspillage de nos ressources limitées et la lutte contre le fléau de la drogue et la pauvreté.

La sécurité et la souveraineté alimentaires concernent aussi le secteur de la pêche artisanale et industrielle, d'autant plus que les produits de la mer représentent la principale source de protéines pour plus d'un tiers de nos populations. Nous avons donc la responsabilité d'unir nos forces pour faire émerger une économie bleue innovante, génératrice de croissance et d'emplois, et respectueuse des écosystèmes. Pour chacun de nos pays, l'économie bleue est une priorité dont l'importance ne fait qu'augmenter.

A cet égard, nous nous félicitons de notre engagement collectif sur la pérennisation du Plan Régional de Surveillance des Pêches et surtout des progrès accomplis dans l'établissement d'un mécanisme régional de contrôle et de surveillance des pêches afin de combattre et d'éliminer la pêche illégale.

Il est utile de rappeler que nos zones économiques exclusives combinées dans l'océan Indien ont une superficie de plus de 6

millions de kilomètres carrés, avec des ressources halieutiques estimées à environ 50 milliards d'euros. Ces efforts collectifs ont un effet de dissuasion indéniable limitant la pêche Illicite, Non-déclarée et Non-règlementée.

**Mesdames et Messieurs,**

Nos pays sont de grands États océan, et il en va de notre responsabilité collective d'en assurer la sécurité et la durabilité. La COI a développé, avec le soutien de l'Union européenne, une architecture régionale de sécurité maritime effective qui permet de lutter ensemble contre les crimes et les trafics en mer et de réduire les risques. Cette action reconnue de la COI en faveur de la sécurité maritime nous a valu d'accueillir graduellement dans la famille des observateurs, aux côtés de l'Union européenne, la Chine, l'Inde, le Japon et bientôt la Corée du Sud.

Maurice souscrit pleinement à ces efforts conjugués de renforcer l'architecture régionale de sécurité maritime afin notamment de garantir la sureté et la sécurité en mer. C'est un fait que le trafic de drogue en mer constitue une menace grandissante dans la région et affecte l'ensemble des États Membres. Je saisis cette opportunité pour féliciter le gouvernement des Seychelles pour sa présidence du Groupe de Contact sur les activités maritimes illicites.

Dans cet effort collectif et suite à une invitation des États unis, Maurice a fait valoir son intérêt à se joindre au « Combined Maritime Forces » qui regroupe plus de 46 états membres dont la France et les Seychelles.

En guise de conclusion sur ce volet maritime, je souhaite exprimer notre appréciation à la France pour la tenue de la 3ème Conférence des Nations unies sur l'Océan à Nice. Nous sommes convaincus que la double présence de nos états et de la Commission à cette conférence va porter avec plus de force nos préoccupations régionales à l'échelle mondiale.

Maurice souhaite que tout comme la COP21 en 2015, la Conférence de Nice provoque un changement de paradigme en faveur des populations les plus vulnérables, notamment les Petits États Insulaires en Développement

**Mesdames et Messieurs,**

La pertinence du choix de l'enjeu de la sécurité et de la souveraineté alimentaires pour nos travaux repose sur notre acceptation que la sécurité alimentaire est un des éléments constitutifs du développement et du bien-être des populations. Cependant, lorsque se pointe à l'horizon une série d'incertitudes à l'échelle mondiale, il

est impératif que nous nous organisions pour parer au pire et consolider la résilience indianocéanique.

Ce n'est pas uniquement lorsque la situation de nos États se précarise, que l'on doit agir. La question alimentaire, les échanges commerciaux sous la menace tarifaire, l'ère post-changement climatique, la lutte contre la drogue dans la région et notre vulnérabilité tout court, nous oblige à une action concertée.

Ce Sommet nous offre une opportunité : celle de renouveler concrètement notre volonté politique et stratégique de coopérer, de travailler ensemble, pour co-produire et vaincre ces défis ensemble.

Le statut quo, dans un écosystème en mutation perpétuelle n'est pas de mise car il nous mènera droit vers le gouffre de l'obsolescence.

Nous avons le devoir d'apporter une nouvelle direction à la Commission de l'océan Indien pour assurer encore plus de résilience et consolider l'intégration régionale ! Nous devons être encore plus ambitieux et voir plus loin !

Ensemble, nous devons consolider les partenariats entre les gouvernements, les organisations internationales, les sociétés civiles et le secteur privé. Seule une approche intégrée et collaborative nous permettra d'atteindre nos projets !

La République de Maurice est pleinement résolue à contribuer à tout effort collectif afin de donner un nouveau souffle à la coopération régionale et à participer à l'avancement de nos initiatives communes.

Ensemble, nous pouvons faire émerger un espace régional plus fort, plus résilient et plus prospère, car rappelons-le, nos pays sont de grand États océan avec un potentiel énorme et la responsabilité nous incombe d'en assurer la sécurité et la durabilité pour le plus grand bien de nos peuples.

Merci à tous pour votre attention.

Vive la Commission de l'océan Indien ! Vive l'Indianocéanie !

**********